

Communiqué de presse

Une opportunité manquée

Le PBD et le PDC regrettent que la commission de politique extérieure du Conseil national (CPE-N) a manqué l'occasion, dans sa séance d'hier, de donner un signal clair en faveur des accords bilatéraux. Une majorité des membres de la commission ont rejeté l'initiative parlementaire des deux partis, prévoyant d'ancrer la voie bilatérale dans la Constitution.

En février 2014, le peuple suisse a adopté initiative sur l'immigration de masse. Il a ainsi signifié que la Suisse doit maîtriser elle-même son immigration. Cela signifie surtout que l'immigration doit être réduite. Il y lieu de tenir compte de cette volonté populaire.

Le OUI à l'initiative sur l'immigration de masse est un OUI à une régulation de l'immigration, mais pas un NON aux accords bilatéraux avec l'UE.

Le résultat de cette votation est cependant l'expression d'une préoccupation justifiée au sein de la population concernant la situation actuellement insatisfaisante en matière d'immigration. En revanche, ce vote ne doit pas être interprété comme une volonté d'isoler complètement la Suisse de l'économie européenne. Il est essentiel pour notre économie, nos emplois et notre prospérité que la collaboration contractuelle soit poursuivie avec l'UE.

Garantir les accords bilatéraux

Lors des initiatives de ces dernières années, le peuple suisse a voté plusieurs fois en faveur de la voie bilatérale, et les initiants de l'initiative sur l'immigration de masse eux-mêmes ont souligné avant la votation que la voie bilatérale ne serait pas menacée par l'adoption de l'initiative. Les initiatives parlementaires du PBD et du PDC devaient refléter la volonté populaire en ce qui concerne la relation avec l'UE. Cela aurait permis d'éclaircir durablement la relation entre la Suisse et l'Europe et d'éliminer l'incertitude nuisible pour l'économie helvétique. Mais cette importante intervention a été rejetée par la Commission de politique extérieure du Conseil national.

Le PBD veut éviter la dénonciation de cette collaboration étroite et durable avec l'UE, car il n'y aurait plus que deux voies possibles : l'isolation de la Suisse vis-à-vis de l'étranger voulue par la droite ou l'entrée dans l'UE voulue par la gauche. Ces deux voies nuisent au modèle de réussite suisse et sont inacceptables aux yeux du PBD! La voie bilatérale est indéniablement celle qui a fait ses preuves et qui est la plus couronnée de succès.

Renseignements:

CN Martin Landolt, 079 620 08 51

CN Hans Grunder, 079 300 29 87

27.10.2015